

27/11/2018

COMMUNIQUE A LA PRESSE

Objectif 100.000 signatures citoyennes :
pour reconnaître l'état 'd'urgence environnementale, sociale et économique' !
pour instaurer un Etat 'd'urgence sociétale' capable de relever ces défis !

<https://chn.ge/2PENqV6>

Notre pétition citoyenne, déjà signée par plus de 25.000 personnes depuis le 6 septembre 2018, ambitionne de rassembler 100.000 signatures d'ici à mai 2019 pour exiger que les nouvelles majorités politiques du pays mettent l'Etat en capacité de répondre à l'urgence environnementale, sociale et économique que nous vivons. Nous appelons tous les citoyens à s'unir dans la mobilisation générale pour la transition écologique sociétale, en commençant par rejoindre en masse la manifestation pour le climat de ce dimanche 2 décembre 2018 à Bruxelles. Nous appelons également toutes les initiatives citoyennes, associatives, entrepreneuriales, syndicales et publiques à se coaliser dès à présent sous une bannière commune, pour porter un cahier de revendications commun, d'ici à mai 2019, afin d'exiger une mise en œuvre immédiate de cette transition.

Alors que les élections communales ont révélé le désir d'une partie importante de la population belge de remettre l'environnement et la transition sociétale au centre des préoccupations politiques ; alors que la crise des « gilets jaunes » révèle la nécessité que cette transition sociétale soit **juste et équitable**, environnementale **ET sociale**, pour être acceptée par tous ; alors que le récent rapport spécial du GIEC insiste sur **l'urgence absolue** pour les politiques de mettre immédiatement en œuvre une transformation sociétale **sans précédent**, nous appelons les femmes et les hommes de ce pays à **signer la pétition citoyenne « Déclarons l'état d'urgence environnemental »**.

Face à l'énormité de l'urgence, ni les gouvernements, ni les citoyens de Belgique ne sont **actuellement mobilisés à la hauteur des enjeux**. L'inertie domine. La maison brûle et nous regardons ailleurs. Des initiatives existent bien sûr, de la part d'une minorité agissante, mais le changement d'ensemble est trop lent, trop faible pour infléchir la trajectoire d'ensemble de la Belgique. La reconnaissance de **l'état 'd'urgence environnementale'** est indispensable pour pouvoir mettre démocratiquement en place **un Etat 'd'urgence sociétale'**, c'est-à-dire un **dispositif institutionnel capable de répondre à la situation d'urgence que nous connaissons, tout en préservant la démocratie que nous chérissons**.

Nous appelons les journalistes à poursuivre leur travail d'interface fondamentale de la **démocratie**, entre les forces vives de la société, les élus et les candidats aux élections 2019, en n'ayant de cesse d'interroger chacun sur ce qu'il compte faire pour que nous sortions de l'inertie et que la transition sociétale devienne une réalité.

Nous appelons les scientifiques à assumer ouvertement leur rôle de scientifique et d'intellectuel dans le débat public. Il est trop tard pour protéger une vaine « réserve académique », les scientifiques doivent avoir le courage de marteler les faits, et de pointer le

hiatus factuel entre la réalité dramatique de la situation et la réalité de l'inertie politique et citoyenne générale. Nous avons jusqu'à 2020 pour faire plafonner puis faire diminuer la courbe des émissions de gaz à effet de serre. Il faudra ensuite presque doubler les efforts prévus d'ici à 2030, et atteindre zéro émission nette en 2050. Les autres défis environnementaux sont également gigantesques. Les politiques actuelles sont objectivement insuffisantes.

Nous appelons toutes les initiatives citoyennes, les associations (et pas qu'environnementales), les syndicats, le patronat, les organisations de jeunesse y compris partisans, les fédérations étudiantes, les fédérations professionnelles, l'enseignement obligatoire et supérieur, les administrations et les fonctionnaires, les artistes et les intellectuels immédiate à se coaliser sous une bannière commune, et à porter un cahier de revendication commun minimum en vue des élections de mai 2019. De nombreuses initiatives citoyennes et associatives coalisent en ce moment leurs forces, notamment pour organiser la manifestation pour le climat de ce dimanche 2 décembre. Nous les appelons à poursuivre leurs efforts : tous ceux qui veulent la transition écologique sociétale doivent coaliser leurs efforts, unir leurs forces et coordonner leurs actions pour influencer le pouvoir politique. Sans une pression citoyenne gigantesque sur les politiques, il n'y aura pas de transition sociétale. Certaines coalitions actuelles, comme la Coalition Climat, pourraient former le noyau embryonnaire de cette grande méta-coalition, en s'inspirant des plateformes historiques et non-violentes de changement sociétal (luttres pour l'indépendance, les droits civiques, les droits sociaux, les droits des minorités, etc.).

Dès lors, en vue des échéances électorales de mai 2019, nous, citoyennes et citoyens, appelons nos concitoyennes et concitoyens et les candidates et candidats aux élections **à se mobiliser et à s'engager concrètement pour la transition sociétale, à signer notre appel, à appeler leurs proches à signer notre appel et à rejoindre notre page Facebook !**

Contacts : Paul BLUME et Cédric CHEVALIER - urgence.environnement@gmail.com ou 0472/555.160

La pétition en ligne : <https://chn.ge/2PENqV6>

La page Facebook de la pétition : <https://www.facebook.com/EnvironmentalEmergency>

La page Facebook de la manifestation : <https://www.facebook.com/events/1169152256556461/>

La **carte blanche**, signée par un collectif de 60 scientifiques, artistes, citoyens et entrepreneurs, et initiatives en transition : <https://www.lecho.be/opinions/carte-blanche/declarons-l-etat-d-urgence-environnemental/10046843.html>

Le **site internet** (en construction) : <http://www.urgence-environnement.be/>